



Inde

Une nouvelle ère en matière de protection des données à caractère personnel

Les apports de la DPDP 2023
(Digital Personal Data Protection Act)

La loi DPDP :

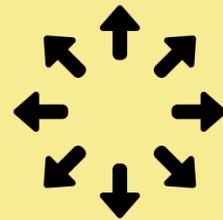
ses principales caractéristiques



La loi DPDP 2023 (“Digital Personal al Personal Data Protection Act 2023 ”).

Le règlement s'applique au traitement des données numériques à caractère personnel en Inde lorsque ces données sont collectées en ligne ou hors ligne et numérisées. Il s'applique également au traitement de ces données en dehors de l'Inde, s'il s'agit d'offrir des biens ou des services en Inde.

L'applicabilité



Selon l'article 3 de la loi DPDP, ce texte s'applique au **traitement des données numériques à caractère personnel sur le territoire indien** lorsque ces données sont :

- Collectées sous **forme numérique** ou sous **forme non numérique et numérisées** par la suite.

Il s'applique également au traitement de ces données **en dehors de l'Inde**, si ce traitement est en rapport avec une activité liée à l'offre de biens ou de services sur le territoire de l'Inde.

La loi DPDP :

ses principales caractéristiques



Le consentement



Selon l'article 4 du DPDP, les données à caractère personnel ne peuvent être traitées que dans un **but légitime**, après avoir obtenu **le consentement de la personne concernée**.

Chaque demande faite par un responsable de traitement pour obtenir le consentement d'une personne concernée doit être accompagné d'un avis informant la personne concernée :

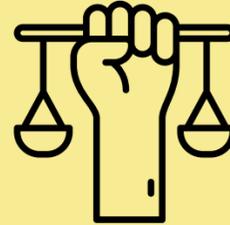
- *Des types de données traitées*
- *La finalité du traitement*
- *Les modalités d'exercice des droits des personnes concernées*

⚠ Le consentement peut être retiré à tout moment.

Selon l'article 6 du DPDP, le consentement donné par la personne concernée doit être libre, spécifique, éclairé, inconditionnel et sans ambiguïté, avec une action affirmative claire.

La loi DPDP : ses principales caractéristiques

Le droit des personnes concernées



Selon le chapitre 3 « Rights and duties of data principal » du DPDP, les personnes concernées disposent :

Droit d'information
(article 11)

Droit de rectification
(article 12)

Droit d'effacement
(article 12)

Droit d'introduire un recours (article 13)

Droit de désigner une autre personne pour exercer leurs droits en cas de décès ou d'incapacité (article 14)

De plus, le texte spécifie que les personnes concernées n'ont pas le droit (article 15) :

Enregistrer de fausses plaintes

Fournir de faux renseignements ou usurper l'identité d'une autre personne

La loi DPDP : ses principales caractéristiques

Les obligations des responsables de traitement



Selon le chapitre 2 « Obligations of data fiduciary » du DPDP, le responsable de traitement doit :

- Assurer l'**exactitude** et l'**exhaustivité des données**
- Mettre en place des **mesures de sécurité** raisonnables pour prévenir une violation des données
- **Inform**er le comité Indien de la protection des données (Data Protection Board of India) et les personnes concernées **en cas de violation**
- **Limiter la conservation** des données

⚠ Dans le cas des entités gouvernementales, la limitation du stockage et le droit à l'effacement du titulaire des données ne s'appliquent pas.

La loi DPDP :

ses principales caractéristiques

Les exonérations



Selon l'article 17 du DPDP, les droits des personnes concernées et les obligations des responsables de traitement ne s'appliqueront pas, entre autres, dans les cas suivants :

- Le traitement des données à caractère personnel est nécessaire pour faire valoir un droit ou une prétention juridique
- Le traitement est nécessaire à l'exercice des fonctions de tout organisme chargé par la loi d'exercer une fonction judiciaire.
- Les données à caractère personnel sont traitées dans l'intérêt de la prévention, de la détection, de l'investigation ou de la poursuite d'une infraction ou d'une contravention

La loi DPDP :

ses principales caractéristiques

Le traitement des données sensibles



Le DPDP **ne différencie pas** les données sensibles et les données personnelles « normales », à l'exception de son article 9 qui encadre les données des personnes mineures (moins de 18 ans) et des personnes en situation de handicap.

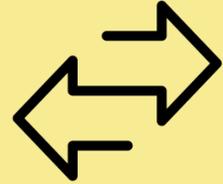
Lors du traitement des données à caractère personnel d'un enfant ou d'une personne en situation de handicap, le responsable du traitement **ne doit pas entreprendre** :

- un traitement susceptible d'avoir un **effet préjudiciable sur le bien-être de la personne concernée**,
- un **suivi**, une **surveillance** du comportement ou une **publicité ciblée**

De plus, le responsable de traitement doit obtenir **le consentement** au préalable **des parents ou du responsable légal** de la personne concernée.

La loi DPDP : ses principales caractéristiques

Le transfert des données



Selon l'article 16, le **transfert de données à caractère personnel en dehors de l'Inde est autorisé**, sauf vers des pays dont l'accès est restreint par le gouvernement au moyen d'une notification.

Le comité Indien de la protection des données



Les principales fonctions de ce comité sont les suivantes :

**Contrôler la conformité
et imposer des
sanctions**

**Ordonner aux responsables de
traitement de prendre les mesures
nécessaires en cas de violation des
données**

**Entendre les griefs formulés
par les personnes
concernées**

La loi DPDP : ses principales caractéristiques

Les sanctions



Plusieurs sanctions existent pour diverses raisons, par exemple :

Le non-respect des obligations à l'égard des enfants

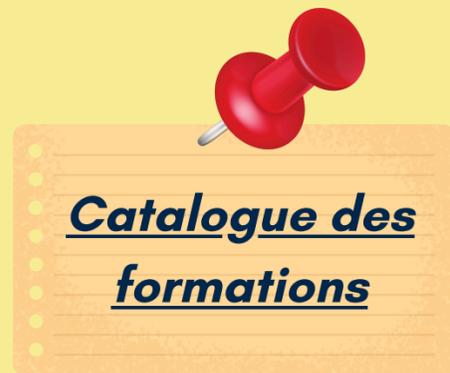
200 millions roupies*



Le manquement à l'obligation de prendre des mesures de sécurité pour prévenir les violations de données

250 millions roupies*





19 rue Vernier 75017 PARIS
+33 (0)1 43 80 02 01
contact@avocats-mathias.com

